

## DÉBATS OPINIONS

**Les islamistes, la démocratie, la France et l'Europe**

Zaki Laïdi

Les observateurs internationaux semblent avoir été surpris par la victoire du Hamas aux élections législatives palestiniennes et par son contrôle du futur gouvernement palestinien. Pourtant, s'il y a un fait sur lequel l'incertitude est faible, c'est bien celui-là : du Maroc à l'Indonésie, toute élection réellement pluraliste conduirait à la victoire des islamistes. Pourquoi cela ? L'explication est tragiquement simple. En votant pour les islamistes, les électeurs votent moins pour un programme islamiste que pour un rejet profond de régimes corrompus et inefficaces, totalement incapables de produire du bien collectif.

Cette réalité renvoie à la structuration sociale de ces régimes, à l'histoire souvent violente de ces sociétés et à l'existence dans beaucoup de ces pays d'une rente pétrolière qui génère et accentue trois conduites : l'accaparement de la richesse par une élite étatique qui se montre d'autant plus avide qu'elle relève d'un simple prélèvement, c'est le syndrome du voleur pressé ; l'utilisation de la rente comme un moyen d'apaiser, d'attiser ou de contrôler les tensions locales pour mieux refuser la démocratie, l'achat du silence par la rente ; et enfin l'utilisation de la rente pour perpétuer la domination des élites en empêchant l'émergence d'une économie nationale grâce à des importations massives.

Dans tous ces pays, les ressources pétrolières pourront doubler, tripler ou quadrupler sans que le bien-être de la population s'en ressente, tout simplement parce que l'émergence d'une classe autonome menacerait le pouvoir du régime rentier. A partir de là, quelle attitude tenir ? La première est l'attitude culturaliste. Elle tend à considérer que la démocratie est un luxe importé de l'Occident et dont on devrait se garder d'exporter les « vertus » car celles-ci seraient captées par des extrémistes, c'est-à-dire des islamistes.

La deuxième est l'approche réaliste que l'on pourrait appeler aux Etats-Unis la « doctrine Kissinger » ou, dans sa variante française, la « doctrine Chevènement ». Cette doctrine ne pose pas la question de savoir si ces sociétés ont vocation ou pas à être démocratiques. Elle consiste à penser que l'objectif politique est la stabilité et que celle-ci sera davantage garantie par des régimes laïques et autoritaires que par des régimes extrémistes, islamistes, fussent-ils démocratiquement élus. Réalistes et culturalistes se rejoignent donc pour penser que la démocratie n'est décidément pas le sujet.

La troisième est d'inspiration messianiste. C'est un peu la « doctrine Bush ». Elle consiste à penser que l'absence de démocratie dans les pays musulmans explique leur déclassement et que la démocratie doit être imposée par tous les moyens, y compris par la force.

Comment défendre le principe démocratique tout en s'inquiétant légitimement de l'avènement de certains régimes islamistes. La première attitude devrait tout d'abord conduire à rejeter, sans équivoque, les visions culturalistes sur la prétendue inadaptation de ces sociétés à la

démocratie. La démocratie, dans son acception minimale, signifie le droit de choisir librement ses dirigeants. Or, dans ces pays, s'il y a bien un sentiment massif, c'est précisément que leurs régimes ne les représentent pas et qu'ils sont illégitimes.

L'image de cette femme égyptienne entrant par la fenêtre d'un bureau de vote parce que la police voulait empêcher les citoyens d'entrer pour voter montre à quel point l'exigence démocratique est forte dans ces sociétés. De ce point de vue, si l'on peut faire beaucoup de reproches à l'Administration Bush, on doit admettre qu'en Irak, celle-ci a respecté le résultat des urnes. M. Chalabi, candidat du Pentagone, a obtenu 1 % des voix. On a connu des régimes d'occupation beaucoup moins bienveillants.

La seconde est que la démocratie comporte deux dimensions que l'on confond trop souvent : la démocratie comme procédure et la démocratie comme culture. La démocratie comme procédure est la condition minimale de la démocratie. Elle consiste à permettre l'expression de l'opinion des citoyens dans un contexte d'égalité entre les candidats et de non intimidation des votants. Cette condition n'existe dans aucun pays arabe ou musulman en dehors de la Turquie.

La démocratie comme culture renvoie aux règles d'organisation sociales et juridiques qui permettent aux citoyens de se sentir reconnus, entendus et protégés en dehors des élections. Elle passe par une intériorisation de règles pacifiques de vie et de régulation des conflits et l'existence d'une société civile ayant une dynamique propre en dehors de l'Etat. Il faut donc sortir du dilemme qui a opposé Français et Américains. Les premiers faisaient valoir que la démocratie ne s'importe pas - soutenant donc implicitement les régimes en place - et les seconds oubliant que la démocratie a besoin d'être portée par des forces locales.

La démocratie ne règle rien, mais sans démocratie, rien ne se réglera jamais. De ce point de vue, l'échec américain en Irak ne doit pas nous faire croire que nous avons raison. Car la vieille idée française selon laquelle mieux vaut des régimes forts et autoritaires que des régimes islamistes est non seulement absurde mais contre-productive. Absurde car elle sous-estime la demande démocratique dans ces sociétés. Contre-productive car plus nous soutiendrons des régimes discrédités, plus ils utiliseront ce soutien pour se montrer indispensables et donc plus répressifs.

L'Europe doit admettre qu'il y a un problème démocratique dans le monde arabo-musulman, que l'absence de pluralisme constitue l'obstacle fondamental au développement. Il lui faut réfléchir à une voie nouvelle qui la débarrassera de la terrible « doctrine Chevènement », sans pour autant singer l'inefficace « doctrine Bush ».

Dans cette affaire la France a une réelle responsabilité à la fois parce que notre appareil diplomatique a fait preuve de complaisance vis-à-vis de ces régimes, qu'un grand nombre de responsables, ou d'anciens responsables, politiques entretiennent des rapports de connivence avec ces régimes mais aussi parce que le crédit politique français reste fort dans cette partie du monde.

\* Chercheur au Ceri, achève pour Flammarion un ouvrage sur l'exportation de la démocratie.